



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mercredi 13 février 2013
Numéro 277

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Sleiman et Mikati face au Cabinet

An Nahar (proche du 14-Mars)

Découverte d'une montagne de pétrole liquide au Liban-Nord.

La commission de supervision des élections ne sera pas approuvée aujourd'hui

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

Le Moustaqbal se résigne à la proportionnelle

Al Joumhouria (proche d'Elias Murr)

Les données des Télécoms et les élections fissurent le cabinet

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

Aoun «explose» face à Mikati et au Moustaqbal

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

Assad: pas de différence entre des miliciens qui détruisent l'Etat et ceux qui profitent de la crise pour s'enrichir

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Mazout illégal vers la Syrie: le ministère de l'Energie se voile les yeux, les Libanais dans la pénurie

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

Pyongyang défie le monde avec un nouvel essai nucléaire

L'événement

Pressions occidentales pour la tenue des élections

La communauté internationale a intensifié ses pressions, ces dernières 48 heures, pour garantir la tenue des élections législatives à la date prévue, en juin, indépendamment des négociations en cours entre les différents protagonistes pour s'entendre sur une loi électorale consensuelle.

Mardi, le représentant du secrétaire général des Nations unies au Liban, Derek Plumbly, et l'ambassadeur des Etats-Unis, Maura Connelly, ont défilé chez les responsables officiels pour délivrer ce message. M. Plumbly a rappelé au Premier ministre Najib Mikati la disposition de l'Onu à offrir une assistance technique en matière électorale au Liban, mettant l'accent encore une fois sur la nécessité d'organiser le scrutin dans les délais prévus.

Pour sa part, Mme Connelly, qui s'est rendue chez le ministre de l'Intérieur, Marwan Charbel, a «encouragé le Liban à rester attaché à ses principes démocratiques et constitutionnels et à faire en sorte que les élections se déroulent à la date prévue».

Ces pressions se sont immédiatement reflétées dans les déclarations des hauts responsables. M. Mikati a indiqué que «le gouvernement est contraint d'organiser les élections législatives le 9 juin prochain en vertu de la loi en vigueur si une nouvelle législation n'est pas adoptée», c'est-à-dire la loi de 1960, rejetée par une écrasante majorité de la classe politique. «Une éventuelle décision d'ajourner les législatives revient au Parlement. Le gouvernement n'enverra à la Chambre aucun projet de loi dans ce sens», a ajouté M. Mikati.

Le président de la République, Michel Sleiman, s'est exprimé sur la question lors du Conseil des ministres de mercredi. «Le problème ne réside pas dans la loi électorale de 1960 mais dans l'intention de certaines parties libanaises de proroger le mandat du Parlement actuel, chose que je ne permettrai pas, a-t-il dit au début de la réunion. Je camperai sur ma position conformément à deux principes: l'attachement au projet de loi électorale du gouvernement et le respect des délais constitutionnels», a conclu le chef de l'Etat.

Le président Sleiman avait insisté pour que la question de la formation de la Commission de supervision des élections soit de nouveau débattue au gouvernement, en dépit du refus du 8-Mars et du Courant patriotique libre. Le président Nabih Berry avait déclaré, mardi, que la formation de cette commission signifie redonner vie à la loi de 1960 « qui est définitivement enterrée».

Devant les objections des ministres du Mouvement Amal, du Hezbollah, du CPL, du Parti syrien national social et du Parti démocratique libanais, le Conseil des ministres a finalement décidé de déférer le dossier de la commission de supervision des législatives devant le comité national législatif et consultatif (ministère de la Justice) en vue de trancher la question du délai nécessaire à sa mise en place.

Elnashra.com (Site d'informations indépendant)

Paula Astih, journaliste libanaise indépendante

Alors que l'opposition syrienne était en train d'évaluer les conséquences de la visite à Damas du patriarche maronite Béchara Raï, la rencontre entre le nouveau patriarche grec-orthodoxe, Jean X Yazigi, et le président Bachar al-Assad lui a asséné un coup terrible.

Les craintes des chrétiens d'être pris pour cible dans leurs régions en Syrie par des islamistes extrémistes se sont intensifiées, surtout depuis que les agressions contre leurs biens et leurs lieux de culte -la dernière étant la vandalisation de l'église de Saint Maron à Brad, au Nord d'Alep- se sont amplifiées avec le début de ladite révolution armée. Ces inquiétudes ont été renforcées par les mises en garde lancées par certains dirigeants de l'opposition syrienne. Ainsi, Samir Nachar, membre du secrétariat général du Conseil national syrien, a déclaré qu'«en choisissant le mauvais camp, Raï porte atteinte aux chrétiens et à la convivialité au Liban et en Syrie.» «Il aurait dû prendre en compte les sensibilités libanaises et aurait dû faire preuve de plus de prévoyance et de sagesse, car nous allons voir de graves conséquences à sa visite à Damas», a-t-il ajouté. M. Nachar a déclaré qu'il existe des discussions avec le Front al-Nosra. «Nous l'avons averti qu'il n'y a pas moyen d'édifier un Etat islamique en Syrie, où l'Etat doit être civil», a-t-il dit.

Pour sa part, l'ancien vice-président du Parlement libanais, Elie Ferzli, a fait assumer «à ceux qui menacent les chrétiens de graves conséquences, la responsabilité de tout tort qui leur est causés». «Ce sont des propos infantiles», a-t-il dit avant d'ajouter: «Le patriarche n'a pas honte et n'a jamais eu honte de dire tout haut qu'il est opposé à l'extrémisme. Il a déclaré plus d'une fois qu'il préférerait préserver une situation qu'il connaît plutôt que de se précipiter dans l'inconnu. Tout le monde doit savoir que les chrétiens n'accepteront pas l'extrémisme».

Selon lui, la visite de Raï à Damas vise à souligner l'unité interchrétienne et à exprimer l'intérêt qu'il porte à sa paroisse. Il a qualifié de «naturelle» la rencontre entre le patriarche Yazigi et Bachar el-Assad, qui «est le président et le symbole du pays».

L'Orient-Le Jour

Khalil Fleihan, journaliste libanais proche du 14-Mars

Le chef de la diplomatie britannique, William Haig, est attendu le 20 février à Beyrouth pour une visite de 24 heures placée sous le signe de l'appui au Liban. Selon une source diplomatique, la date de la visite est confirmée, à moins d'un imprévu qui pourrait la retarder. Les entretiens de William Haig dans la capitale libanaise seront, selon la même source, principalement axés sur les effets de la crise syrienne sur le Liban. Le responsable britannique devra ainsi réitérer devant ses interlocuteurs libanais l'appui de Londres à la politique de distanciation adoptée par le gouvernement vis-à-vis des événements qui secouent le pays voisin. Il doit également leur faire part de la volonté de son pays d'aider le Liban à se prémunir contre les effets potentiels de la guerre en Syrie et de le soutenir au plan financier, afin de lui permettre de supporter le fardeau que représente le flux sans cesse croissant des réfugiés syriens. M. Haig entend aussi demander aux autorités libanaises d'aider les enquêteurs bulgares dans l'affaire de l'attentat de Burgas, dans lequel le Hezbollah serait impliqué, selon Sofia.

Au menu des discussions également: les efforts internationaux qui devraient être déployés pour mettre fin aux violations syriennes de la souveraineté libanaise, le soutien britannique à l'armée libanaise et le dossier des législatives. De mêmes sources, on indique ainsi que Londres encourage le Liban à organiser les élections parlementaires dans les délais constitutionnels et se dit prêt à lui offrir pour cela une aide logistique.

ILS ONT DIT...

Michel Sleiman, président de la République libanaise

«L'incident de Ersal, pris en charge par l'armée, ne sera pas réglé tant que les coupables et tous ceux qui y sont impliqués ne sont pas arrêtés et jugés.

Benoit XVI, pape du Vatican

«Je demande aux catholiques du monde entier de prier pour moi, pour l'Eglise et pour le futur pape. J'ai démissionné en pleine liberté, pour le bien de l'Eglise.

Alexei Pouchkov, chef de la commission des AE de la Douma

«Les Américains veulent

que nous employions notre influence pour obtenir le départ d'Assad. Je pense que nous ne ferons pas, car nous le jugeons incorrect. En revanche, nous sommes prêts à employer notre influence pour le lancement de négociations. Les Etats-Unis commencent à considérer favorablement certaines initiatives russes concernant la Syrie. Ils reconnaissent notamment que l'effondrement de la structure administrative de la Syrie serait lourd des conséquences les plus négatives. Or, ce ne sont pas les rebelles syriens qui tiennent cette structure d'administration. Les Américains ont compris que si tout s'effondrait brusquement, on aurait un autre Afghanistan. Les Etats-Unis ont aussi reconnu que les insurgés comptaient dans leurs rangs des forces islamistes radicales liées avec des organisations terroristes internationales, ce qui représentait un danger pour les chrétiens, les chiïtes, les druzes et d'autres minorités en Syrie.

An Nahar

Radwan Akil, journaliste libanais proche de la majorité

Plainte d'un avocat contre un quotidien saoudien

L'avocat libanais Wadih Akl a déposé une plainte ce mercredi contre le quotidien saoudien Al-Watan pour offense et insulte contre le patriarche Béchara Raï. Le journal avait publié, mardi, une caricature montrant le patriarche maronite sous la forme d'une diable avec sur la tête, en guise et lieu d'une soutane, un missile. Me Akl s'est porté partie civile contre le rédacteur en chef du quotidien, Talal AL Cheikh et le caricaturiste Jihad Ortnai, pour «atteinte aux symboles religieux».

Ahmad el-Assir annule sa visite à Ersal

Le cheikh salafiste Ahmad el-Assir a annulé une visite qui était prévue ce mercredi, à Ersal, dans l'est du Liban. Selon le site Elnashra.com, les habitants de la localité ne souhaitent pas l'accueillir. Par ailleurs, des jeunes en colère ont bloqué la route reliant Labwé-Ersal avec des pneus brûlés pour protester contre la visite de cheikh al-Assir dans la région. Pour la même raison, les jeunes des localités d'al-Aïn et Maqné ont manifesté sur la route internationale de la Békaa-nord. Ahmad el-Assir avait lancé un avertissement, vendredi dernier, affirmant qu'il est prêt à lever le «siège» de Ersal «par la force». L'armée libanaise a renforcé sa présence dans et autour la localité de Ersal, où le commandant Pierre Bechaalany et l'aspirant Ibrahim Zahraman avaient été tués il y a deux semaines.

Le président du Parlement, Nabih Berry, a réaffirmé son attachement à son projet de loi électorale qui prévoit une parité (50%/50%) dans les modes de scrutin majoritaire et proportionnel. Il explique que cette proposition a été élaborée sur la base de critères bien étudiés et non pas d'une manière arbitraire. «Ce projet permet aux chrétiens d'élire par leurs propres moyens 52 de leurs 64 députés», a-t-il dit. M. Berry a défendu son projet tout en sachant que le Hezbollah adopte à son égard une position de neutralité, alors qu'il n'a pas obtenu le soutien du Courant patriotique libre. «C'est à peine si mes alliés accepteraient la parité, ajoute-t-il. Si la dose de proportionnelle est revue à la baisse, soyez sûr que le projet ne passera pas chez les forces du 8-Mars.» Commentant le projet avancé par le Courant du futur, qui introduit une dose de proportionnelle, M. Berry a déclaré: «Nous ne sommes pas en train de découper des morceaux de papiers. Que ferais-je moi dans la circonscription de Zahrani qui compte deux sièges chiïtes? Je me présente selon le mode de scrutin majoritaire, alors que mon colistier se présente sur la base de la proportionnelle?»

Haaretz (Quotidien israélien)

Les pronostics israéliens sur une chute rapide du régime du président Bachar al-Assad ont été démentis et il semble que les belligérants sont à forces égales, ce qui empêche une issue rapide de la bataille malgré l'intensification de la violence. Bien que les évaluations des services de renseignements occidentaux continuent à miser sur la chute inéluctable du régime Assad, certains scénarios envisagés privilégient le glissement progressif de la Syrie dans le chaos. Israël trouve que la situation actuelle est dans son intérêt, même s'il ne le dit pas ouvertement, surtout après que les craintes des chefs militaires israéliens sur une attaque surprise de l'armée syrienne dans le Golan se sont dissipées. Les rapports israéliens indiquent qu'il est désormais difficile pour l'armée syrienne de lancer une offensive classique et il lui faudra beaucoup de temps avant de restaurer ses capacités militaires d'antan. L'instabilité en Syrie impose à l'armée israélienne des préparatifs militaires d'un type différent. Tous les services de renseignements israéliens doivent maintenant suivre de près l'évolution de la situation en Syrie, pour s'assurer que des armes chimiques ne sont pas transférées au Hezbollah ou aux rebelles sunnites liés à Al-Qaïda.

Al Akhbar

Nasser Charara, journaliste libanais proche de la majorité

Une source diplomatique qui suit de près le dossier de l'accusation bulgare contre le Hezbollah pour son implication présumée dans l'attentat de Bourgas, le 18 juillet 2012, a pu prendre connaissance de la teneur de la rencontre entre le ministre bulgare des Affaires étrangères et les ambassadeurs arabes accrédités à Sofia. Ce diplomate a cru comprendre que le dossier va évoluer, dans la période à venir, dans deux directions: demander au Liban de livrer à la Bulgarie les deux membres «de l'aile militaire du Hezbollah», suspectés d'être impliqués dans l'attentat; intensifier les discussions au sein de l'Union européenne pour inscrire le parti sur la liste des organisations terroristes.

La même source a révélé que ces derniers jours, les concertations se sont intensifiées entre la Bulgarie, les Etats-Unis, Israël, le Canada et certains Etats européens, notamment la France et la Grande-Bretagne. Les discussions tournent autour de deux questions: premièrement, les efforts en vue de «fabriquer» un nouveau suspect dans l'affaire de Bourgas. Ces efforts n'ont pas encore muris. Ces pays ont décidé de renforcer la coopération sécuritaire pour tenter de localiser les deux suspects qui auraient fuit vers le Liban, selon la Bulgarie. Deuxièmement, intensifier les discussions pour décider des mesures que l'Union européenne doit prendre contre le Hezbollah après l'implication de son aile militaire dans l'attentat de Bourgas.